

# Sortir de l'euro : une erreur pour la France et l'Europe

Par Pierre-Alain Muet, Député du Rhône, président du conseil économique du PS

La sortie de l'euro serait une gigantesque erreur. Une erreur pour notre pays d'abord, dont les difficultés économiques et financières n'ont rien avoir avec l'euro, un peu avec la crise et beaucoup avec la politique économique désastreuse conduite par les gouvernements de droite au pouvoir depuis 2002. Une erreur pour l'Europe ensuite, car l'éclatement de la zone euro signifierait l'acte de décès de la seule avancée politique – bien incomplète pourtant – réalisée depuis 20 ans. Livrées à la guerre des monnaies et à la spéculation sur les monnaies nationales, les nations européennes s'enfonceraient un peu plus dans une politique du chacun pour soi, reproduisant les erreurs de la grande dépression des années 30.

Mais la crise de l'euro montre aussi qu'il n'existe pas d'union monétaire durable sans solidarité forte entre les états membres. La logique d'une union monétaire n'est pas la concurrence et encore moins la guerre économique entre états, mais la solidarité. C'est pour l'avoir oublié que la zone euro est confrontée aujourd'hui à une crise majeure. Et ce n'est pas en s'enfonçant dans des politiques aveugles d'austérité qui prolongeront la dépression que l'on résoudra le problème de la dette.

Pourquoi sortir de l'euro ? Pour résoudre un problème de compétitivité ? De chômage ? De croissance ? De pouvoir d'achat ? De dette et de déficit ? Le problème actuel de compétitivité de la France, n'est pas une question de coût salarial trop

élevé, mais d'absence d'une véritable politique industrielle.

L'euro empêcherait-il la croissance, l'emploi et la progression du pouvoir d'achat ? De 1997 à 2002 la Gauche a, par une politique volontariste axée sur la création d'emplois (emplois jeunes, 35 heures ...), créé les conditions d'une croissance forte qui a réduit le chômage et les déficits public et engendré une forte progression du pouvoir d'achat (plus de 3 % par an en moyenne). Si la situation s'est inversée depuis 2002, avec le creusement des déficits extérieurs et publics, l'envolée de la dette et du chômage et la stagnation du pouvoir d'achat, ce n'est pas en raison de l'euro, mais de la politique conduite par les gouvernements de droite successifs. Résoudre ces problèmes suppose certes un changement radical de politique ... en France !

**« Il est temps que l'Europe assume pleinement la solidarité qu'implique une union monétaire. »**

Pendant une décennie l'euro a apporté à tous les pays de la zone et notamment aux pays de l'Europe du Sud des taux d'intérêts très bas et la possibilité de s'endetter – parfois de façon excessive – sans en subir les effets négatifs en termes de hausse des taux d'intérêts. La crise de la dette, née des doutes sur la solidarité financière entre états européens a fait éclater cette situation. Ce n'est pas l'euro qui impose aujourd'hui une cure

d'austérité excessive à la Grèce, c'est la défiance des marchés financiers qui a fait exploser les taux d'intérêts et l'incapacité de l'Europe à mettre en place des politiques coordonnées pour éviter la spirale dépressive des politiques d'austérité. La dévaluation qui résulterait d'une sortie de l'euro allégerait peut-être transitoirement le problème de compétitivité de la Grèce, mais elle serait désastreuse pour ce pays en termes d'augmentation de la dette et de taux d'intérêts.

Si l'on veut sortir d'une situation où les marchés jouent contre les états les uns après les autres, il est temps que l'Europe assume pleinement la solidarité qu'implique une union monétaire. Cela nécessite trois changements majeurs. Tout d'abord « européeniser » une part importante des dettes des états jusqu'à 60 % de leur PIB. De nombreuses propositions ont émergé en ce sens ces dernières semaines. Cette dette « européenne » permettrait aux pays les plus endettés d'alléger le fardeau de leur dette. Ensuite, mettre en œuvre une véritable coordination des politiques économiques dans la zone euro pour réduire les déficits sans sacrifier la croissance. L'Allemagne qui a un excédent extérieur considérable devrait jouer le rôle de locomotive en stimulant sa demande intérieure pour alléger la contrainte sur les pays endettés qui ont besoin de croissance. Enfin, avancer réellement dans la régulation des marchés financiers, alors que depuis la crise, de grands discours ont été tenus, mais rien n'a été fait.